

Cinq thèses sur les clivages

Vincent de Coorebyter

Paul Wynants n'a pas marqué de son empreinte la théorie des clivages. En bon historien, il se méfiait des grandes constructions théoriques et ne se sentait pas voué à renouveler la doctrine. Il a par contre contribué à lui donner du sens grâce à une longue série d'études touchant de près ou de loin à la dynamique des clivages, et dont nous donnons la liste en annexe de cette contribution.

Résumer la substance de ces quelque cinquante publications en une dizaine de pages dépasse nos capacités. C'est pourquoi nous avons choisi d'en donner une image sélective, fondée sur la lecture de près de trente textes, et centrée sur un petit nombre de thèses qui n'ont pas été explicitement défendues par Paul Wynants, mais qui émergent au fil de ses travaux – soit qu'elles les sous-tendent, soit qu'elles en forment les conséquences. Bien d'autres thèses auraient pu être mises en évidence, mais au risque de conduire à un catalogue indigeste. C'est pourquoi nous assumons le caractère personnel de la sélection opérée ici, qui n'a pas d'autre objectif que de donner envie de relire les travaux de Paul Wynants autour de la notion de clivage.

Les clivages préexistent aux partis

Nous avons défendu cette thèse ailleurs ¹, et nous n'entendons pas profiter de cet hommage pour enrôler Paul Wynants à son service. Il reste qu'une de ses publications au CRISP, un article sur « L'influence du clivage villes/campagnes sur le système des partis » à la fin du XIX^e siècle, permet de lui donner tout son relief sur un enjeu souvent oublié : la prise en compte des intérêts spécifiques du monde agricole dans une société qui était encore, à l'époque, essentiellement rurale comme le rappelle notre auteur.

À la différence des trois autres clivages mis en lumière par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan ², le clivage industrie/agriculture ou villes/campagnes n'est pas clairement attesté en Belgique, faute de parti politique principalement voué à la défense des intérêts

¹ Cf. notamment V. DE COOREBYTER, « Clivages et partis en Belgique », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2000, 2008.

² S. M. LIPSET, S. ROKKAN, *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967. Pour l'édition en français de l'introduction de cet ouvrage (« Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction », p. 1-64) : S. M. LIPSET, S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

ruraux. Pour autant, Paul Wynants n'ignore pas qu'une telle absence avait déjà été remarquée par les inventeurs de la notion de clivage en politique, et qu'elle ne leur paraissait pas suffire à dénier l'existence du quatrième clivage dans un pays donné. Il se trouve simplement que, dans certains contextes, les intérêts agricoles sont pris en charge par un parti déjà actif sur un autre front, souvent un parti chrétien.

Tout en prenant acte de notre thèse selon laquelle il en est allé ainsi en Belgique, Paul Wynants consacre son article à la nuancer, lui apportant ainsi, tout à la fois, un correctif et une confirmation. Sur la base de l'étude de deux cas rapprochés dans le temps – les tentatives de restauration d'un protectionnisme agraire et la question de l'approvisionnement en eau de Bruxelles de 1884 à 1888 –, notre auteur montre que le parti catholique n'a pas toujours défendu les intérêts agricoles, lorsqu'ils entraient en conflit avec les préoccupations patronales, de même que le parti libéral n'était pas univoquement, à l'époque, le parti de l'industrie.

L'idée selon laquelle ces deux partis, qui s'affrontent par ailleurs sur le clivage Église/État, se chargent aussi des priorités respectives de l'agriculture et de l'industrie est ainsi nuancée. S'ils sont bien, sur la durée, attentifs à l'un des deux types d'intérêts, ces partis possèdent chacun en interne des acteurs et des défenseurs de l'autre type, ce qui complexifie la logique binaire des clivages. Mais Paul Wynants, en bon lecteur de S. M. Lipset et de S. Rokkan, n'en conclut pas que le clivage industrie/agriculture est illusoire, ou de faible intensité. Il observe au contraire, archives à l'appui, que de vives tensions politiques sont engendrées par ce clivage, dont l'intensité est précisément avérée par le fait qu'elle conduit, selon le cas, les catholiques ou les libéraux à se déchirer en leur propre sein.

Les catholiques sont enclins à entendre les revendications protectionnistes en matière agricole pour flatter leur clientèle rurale, qui est fidèle à l'Église. Mais ils sont aussi ancrés dans le monde industriel, qui ne veut pas voir les prix des denrées alimentaires monter en raison de la baisse des importations de moyens de subsistance. De même, des libéraux s'opposent à l'élargissement de la zone d'approvisionnement en eau de Bruxelles, pourtant indispensable au développement économique de cette ville, pour la raison simple qu'ils représentent des arrondissements wallons menacés par les abondantes captations destinées à fournir la capitale. Paul Wynants confirme ainsi que les faits sont plus têtus que les catégories : précisément parce qu'il y a clivage, affrontement entre intérêts majeurs de part et d'autre d'une ligne de frontière, un parti doit parfois franchir cette ligne afin de prendre l'intérêt inverse en compte. Les clivages ne sont pas créés par les partis : ils s'imposent à eux parce qu'ils s'ancrent dans les profondeurs de la société, dont les divisions sont plus complexes que les frontières partisans. On n'échappe pas aux clivages quand la réalité est clivante.

Les clivages résistent aux partis qui prétendent les dépasser

À la lumière du point précédent, on pourrait croire qu'élaborer un programme de synthèse est le meilleur moyen de tirer profit d'un clivage. Défendre une position complexe, attentive à tous les intérêts légitimes de part et d'autre d'une ligne de frontière, permettrait de capter une part de légitimité de chacun des deux blocs antagonistes, tout en proposant une solution équilibrée.

Cette option est, depuis de nombreuses décennies, celle des partis de tradition sociale-chrétienne à propos du clivage possédants/travailleurs. Ils affichent une position centriste ou transclassiste qu'ils jugent, en particulier du côté francophone, plus moderne que celle de leurs concurrents en ce qu'elle transcende un clivage né au XIX^e siècle.

Tout en s'astreignant à la neutralité axiologique, Paul Wynants ne cesse, dans ses études sur le PSC puis sur le CDH ³, de pointer les faiblesses de cet excès d'habileté. Il dénonce d'abord une erreur de logique : comment se dire centriste et en même temps répudier le clivage gauche/droite, qui est précisément ce par rapport à quoi le centre se définit ? Le PSC et le CDH, remarque Paul Wynants, perpétuent l'idée de fracture de classe du fait même de prétendre occuper une position de synthèse entre le capital et le travail. En outre, le PSC puis le CDH, à la différence de leurs *alter ego* flamands (le CVP puis le CD&V), ne sont pas authentiquement centristes, mais bien déchirés entre une aile gauche, la démocratie chrétienne, et une aile droite, qu'elle soit formellement organisée ou non selon les époques. Les notions de droite, de gauche et de centre restent donc pertinentes aux yeux de Paul Wynants, et sont interdépendantes : pas de centre sans une droite et une gauche entre lesquelles se situer, pas de droite et de gauche sans tentation centriste ou de synthèse. C'est précisément cette interdépendance que le PSC puis le CDH ont tendance à refouler depuis que la notion de « bien commun », perpétuée jusque dans les années 1970, a cédé la place à celle de « centre ».

L'analyse peut paraître quelque peu formelle, mais elle se nourrit, chez Paul Wynants, d'un vaste matériau empirique. De contribution en contribution, notre auteur rappelle la litanie des crises, des affrontements, des rééquilibrages entre la droite et la gauche du PSC, qui s'observent non seulement sur le clivage possédants/travailleurs mais aussi sur le clivage Église/État (les conservateurs au sein du parti prônant par exemple, au terme de la deuxième guerre scolaire survenu en 1958, une politique de revanche qui permettrait de marginaliser l'aile gauche de leur formation, peu tentée par un retour au cléricisme). Au fil de ses analyses, Paul Wynants décrit les aléas du centrisme *in vivo*, là où il est aux prises avec des tensions inscrites dans la logique du système économique ou dans l'épaisseur de la société civile et de ses piliers.

À ses yeux, certains ressacs électoraux des formations de tradition sociale-chrétienne procèdent de la même dynamique. Parce que les divergences d'intérêts sont structurelles, ignorer l'une ou l'autre sphère sociale au profit de son opposé se paie d'un transfert de voix vers une formation concurrente, de droite ou de gauche selon le cas. En dénonçant les illusions d'un centrisme qui relègue le clivage gauche/droite dans le passé, Paul Wynants ne nie pas la pertinence d'une position de synthèse, dont le PSC puis le CDH se sont approchés à différents moments. Il plaide au contraire pour un centre consistant, défini, substantiel, qui lui paraît nécessaire du fait même qu'il existe, irréductiblement, des forces et des intérêts de gauche et de droite.

³ Pour rappel, le Parti social chrétien (PSC) s'est mué en Centre démocrate humaniste (CDH) le 18 mai 2002.

Pour la raison qui vient d'être rappelée, un positionnement centriste ou hors clivage est difficile à tenir : c'est également la conclusion qui se dégage des travaux de Paul Wynants sur l'évolution du libéralisme francophone depuis la naissance du PLP⁴.

Il est possible, dans certaines conditions, de contourner un clivage : les libéraux le font en 1961 en abandonnant leur anticléricalisme traditionnel pour se muer en un parti pluraliste au plan convictionnel. Mais cette mue est une conséquence du Pacte scolaire de 1958, qui a apaisé le clivage Église/État sur son terrain de prédilection, la guerre scolaire, incitant ainsi les libéraux à abandonner un anticléricalisme devenu sans objet, menacé de marginalisation. La création du PLP est aussi motivée, note Paul Wynants, par l'accentuation d'un autre clivage : le clivage possédants/travailleurs, radicalisé par les grandes grèves de l'hiver 1960-1961. Le pari du PLP est d'attirer à lui des conservateurs catholiques irrités par la hausse de la pression fiscale. Les libéraux désertent ainsi un clivage pour mieux se positionner sur un autre clivage.

Il reste qu'ils sont périodiquement tentés, montre Paul Wynants, d'échapper à l'emprise des clivages – mais sans y parvenir, en dehors du contournement du clivage Église/État. Leur position initiale sur le clivage centre/périphérie est de type unitariste, opposée au fédéralisme : elle conduira rapidement à une impasse, les questions communautaires s'imposant à l'agenda politique et rendant le conservatisme institutionnel intenable. Le libéralisme francophone trouvera au contraire son salut, à la fin des années 1970, dans le ralliement de personnalités wallingantes et dans la défense des intérêts francophones.

Les libéraux francophones s'efforcent aussi de ruser avec le clivage possédants/travailleurs, mais sans davantage de succès. Ils réussissent certes, souligne Paul Wynants, à élargir leur base sociale, initialement assez étriquée, au profit de catégories plus diversifiées. Par l'alliance avec le FDF, de 1993 à 2011, ou par l'affirmation d'un libéralisme social sous l'impulsion de Louis Michel, au tournant du XXI^e siècle, ils tentent de concurrencer le PSC/CDH au centre, voire de l'absorber. Le PRL puis le MR entonnent à leur tour l'hymne du dépassement du clivage gauche/droite. Mais Paul Wynants montre implacablement, sur ce point, l'incapacité des libéraux à incarner une position centriste. Ils sont trop préoccupés par l'individu plutôt que par la collectivité, par la pression fiscale plutôt que par la solidarité, par la capacité concurrentielle des entreprises plutôt que par le financement de la sécurité sociale, pour être crédibles dans le rôle de défenseurs de tous les salariés. Et l'affirmation du caractère obsolète des clivages traditionnels, insistante au sein du MR qui prétend leur substituer un clivage entre réformistes et conservateurs, reste incantatoire : ici encore, l'opposition objective des intérêts résiste à la volonté politique. Même s'il remarque, en bon observateur, que « la majorité des électeurs se positionne au centre

⁴ Pour rappel, le Parti libéral (PL) est successivement devenu le Parti de la liberté et du progrès (PLP) le 8 octobre 1961, le Parti pour les réformes et la liberté en Wallonie (PRLW) le 15 janvier 1977 – l'aile bruxelloise s'appelant alors le Parti libéral (PL) –, le Parti réformateur libéral (PRL) le 19 mai 1979, la Fédération PRL FDF le 14 septembre 1993 suite à un rapprochement avec le Front démocratique des francophones (FDF), la Fédération PRL FDF MCC le 1^{er} décembre 1998 suite à l'arrivée du Mouvement des citoyens pour le changement (MCC), et enfin le Mouvement réformateur (MR) le 24 mars 2002.

ou dans ses alentours »⁵, c'est à tort, note Paul Wynants dans un de ses articles les plus incisifs, qu'« une part de la social-démocratie et une fraction non négligeable des libéraux estiment (...) que l'entrée dans une société postindustrielle atténue le clivage entre la gauche et la droite »⁶.

Les clivages ne favorisent pas les positionnements extrêmes

À la lecture de ce qui précède, on pourrait croire que les clivages rejettent les partis vers les extrêmes, tant le prix à payer est élevé pour ceux qui seraient tentés par des positions centristes. Les travaux de Paul Wynants sur les partis politiques montrent que la réalité est plus nuancée. C'est ce dont témoignent, en particulier, les articles publiés sous le titre générique « 2010 : un printemps pour les “petits partis” ? » – même si, il faut le signaler, l'auteur n'emploie pas le lexique des clivages dans cette série publiée dans *La Revue nouvelle*.

Abordant ces formations politiques (francophones, surtout) dont l'audience reste modeste, notre auteur observe tour à tour la recomposition de l'extrême gauche, la déliquescence de l'extrême droite, le cartel belgiciste et unitariste Belg.Unie, les partis wallingants radicaux, les dissidences des grands partis traditionnels, Vivant et quelques partis plus confidentiels. Ce programme l'amène à souligner la marginalité des positionnements extrêmes dans le jeu des clivages.

Le clivage possédants/travailleurs a conduit, historiquement, à une multiplicité de courants de gauche radicale opposés entre eux sur la stratégie à mener pour vaincre le capitalisme : un obstacle aussi difficile à franchir induit naturellement une diversité d'approches, dont Paul Wynants note qu'elle s'enrichit encore, aujourd'hui, de la greffe de certaines luttes féministes ou écologistes sur la lutte anticapitaliste. Mais cet émiettement affaiblit la gauche radicale, qui pâtit déjà de son image protestataire, voire populiste lors de certaines campagnes menées par le PTB. L'extrême droite se nourrit, elle, d'un versant particulier du clivage possédants/travailleurs, à savoir la défense des intérêts fiscaux des indépendants en voie de déclasserement, et d'un clivage cosmopolitisme/identité en voie de formation depuis plusieurs décennies⁷. Cela ne l'empêche pas d'obtenir des scores électoraux modestes, alors qu'elle croit habile de se placer au carrefour de deux clivages différents. D'autres formations, Belg.Unie, d'une part, et les partis rattachistes, d'autre part, témoignent de la persistance des positions extrêmes sur le clivage centre/périphérie, mais aussi de la faiblesse de ce positionnement, les partis traditionnels ayant engrangé, eux, des réformes concrètes en défendant des positions intermédiaires. Les dissidences de gauche issues du PS, chrétiennes issues du CDH ou de droite issues du MR montrent que les compromis auxquels doivent sacrifier les partis de gouvernement ne satisfont pas les militants

⁵ P. WYNANTS, « Les partis politiques », in M.-T. COENEN, S. GOVAERT, J. HEINEN (dir.), *L'état de la Belgique. 1989-2004, quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 111.

⁶ P. WYNANTS, « Le syndrome du “dji vou, dji n'pou” ». Essai de pathologie du PSC », *La Revue nouvelle*, volume 112, n° 10, 2000, p. 18.

⁷ Sur ce potentiel nouveau clivage, cf. V. DE COOREBYTER, « Clivages et partis en Belgique », *op. cit.*, p. 68-80.

plus radicaux. Mais, observe Paul Wynants, ces dissidences sont toutes rapidement confrontées à l'échec au plan électoral, voire à la disparition pure et simple.

S'il se garde bien de juger les formations politiques en lice, même les plus improbables, et s'il regrette l'alignement de certaines d'entre elles sur le jeu classique des clivages (cas de l'absorption de Vivant au sein de l'Open VLD en Flandre), Paul Wynants est manifestement sceptique quant aux chances électorales des partis qui veulent ranimer la flamme de la radicalité, quels que soient le bord et le clivage sur lesquels ils se situent. Il semble tirer de son travail d'historien une leçon de tempérance politique, comme si les clivages ne réussissaient qu'à ceux qui sont capables de sacrifier à la dure loi des compromis.

Les clivages alimentent des guérillas aux niveaux les plus infimes de la vie sociale et publique

Nous sommes habitués à observer les clivages dans le champ politique et médiatique, où ils prennent la forme d'affrontements électoraux, de bras de fer entre la majorité et l'opposition, de compromis solennels, d'envolées tribunitiennes. En réalité, ils se manifestent aussi aux niveaux les plus infimes de la vie sociale et publique, qui offre une foule d'occasions de mener de véritables guérillas emblématiques de tel ou tel clivage. L'attention de Paul Wynants se porte notamment, en la matière, sur les querelles parfois pichrocolines qui font le sel de nos guerres scolaires, en particulier la première (1879-1884).

Comme l'annonce le titre de son article « Lutte scolaire et pression sociale », la guérilla passe d'abord par des jeux d'influence auxquels se livrent les deux camps, et qui offrent une prise plus solide, à l'historien, que des hypothèses socio-politiques massives telles que la montée d'un libéralisme radical ou la résistance de l'Église à la perte de sa prépondérance. L'examen de ces pressions sociales permet aussi de situer les jeux d'influence et, par là, d'en cerner les conditions de possibilité : de part et d'autre, les milieux dirigeants parviennent à imposer leurs vues au monde populaire et aux collectivités locales grâce à leur supériorité sociale.

La palette des interventions est large, et donne même le tournis sous la plume de Paul Wynants – qui prend cependant la précaution de rappeler que les faits les plus saillants sont aussi strictement localisés, et ne peuvent donc pas être généralisés. Il n'empêche. Dressé contre la « loi de malheur » du ministre libéral Pierre Van Humbéek sur l'enseignement primaire (1^{er} juillet 1879), le clergé marchande les absolutions demandées par les mourants. Cléricaux ou anticléricaux, des employeurs pratiquent le chantage à l'embauche ou au licenciement. Des maîtres font plier leurs domestiques, leurs fermiers, leurs locataires, par exemple en jouant sur le prix des fermages. L'aide aux indigents est également conditionnée à un enrégimentement dans le « bon » camp. Même les tarifs de certains médecins sont modulés, des remises étant accordées aux familles qui sont dans la bonne tendance.

Des pratiques similaires s'observent aussi sur un terrain plus institutionnel, celui de la gestion des établissements scolaires. Dans « Fidélité à l'Église ou loyauté envers l'État ? », Paul Wynants étudie la réaction des mandataires communaux catholiques

à la loi Van Humbeéck. Tenus d'appliquer la loi (ils ont prêté serment en ce sens, rappelle notre auteur), ils sont aussi sous la pression de directives épiscopales qui les poussent à la désobéissance en interdisant aux catholiques de participer à la mise en œuvre de la loi. Le clivage Église/État divise ainsi la personne même des mandataires publics.

On comprend dès lors qu'une large palette de comportements s'observe sur le terrain, incluant de véritables actes d'obstruction, en particulier dans les communes où les libéraux sont faiblement représentés. Dans certains cas, les sabotages sont pilotés par un châtelain ou par un grand propriétaire foncier d'obédience catholique, ce qui renvoie à l'impact des positions sociales. Mais même en l'absence d'une telle pression extérieure au champ politique, des mandataires catholiques sapent l'application de la loi : prétextes fallacieux avancés pour refuser de construire une école pour filles, envoi d'instituteurs très croyants au sein du réseau officiel pour l'affaiblir de l'intérieur, octroi de l'aide sociale de manière à permettre aux parents catholiques d'inscrire leurs enfants à l'école confessionnelle, etc. Les plus radicaux vont jusqu'à une véritable insubordination envers l'État : refus de former le budget scolaire communal, suppression de dépenses qualifiées de facultatives alors qu'elles sont essentielles pour le fonctionnement de l'école (comme le nettoyage, les fournitures ou le chauffage, par exemple), retard ou amputation des traitements des instituteurs, refus de payer l'indemnité de logement due aux enseignants, etc. La liste établie par Paul Wynants est plus longue encore, qui inclut, en sens inverse, des initiatives légalement douteuses pour favoriser le réseau catholique, en particulier au plan financier.

C'est donc bien dans les détails de la vie sociale et publique que se marque le clivage Église/État à son acmé. Comme le montrent aussi, dans une large mesure, les querelles linguistiques au XX^e siècle, un clivage peut affecter les gestes les plus élémentaires de la vie en commun : dans notre exemple, une multitude de dispositions coercitives ont été prises par le gouvernement libéral contre les récalcitrants à la loi Van Humbeéck, la radicalité n'étant pas l'apanage d'un seul clan. Le luxe de détails de la loi du Pacte scolaire, en 1959, ou de la loi de pacification linguistique, en 1988, illustre cette dimension des clivages : leur propension à descendre dans les profondeurs de la vie collective au motif d'un enjeu majeur à propos duquel on ne veut rien laisser passer.

Les clivages portent sur tous les aspects ou presque de la vie quotidienne

Portés haut et fort par les partis, les clivages politiques offrent l'image de divisions sommaires, binaires, dont les objets sont majestueux : la gauche et la droite, l'Église et l'État, le capital et le travail, etc. En historien, Paul Wynants n'ignore pas, lui, que les clivages ont des ramifications dans tous les aspects ou presque de la vie quotidienne. Ils peuvent se manifester dans les compartiments les plus inattendus de l'existence, et y trouver, souvent, une expression plus pure, plus lisible, que sur des terrains convenus tels que l'école, les salaires ou l'emploi des langues.

L'article de Paul Wynants sur la question des cimetières à Nivelles entre 1866 et 1890 en offre une excellente illustration. Le clivage Église/État, observe-t-il, se focalise sur le contrôle des mécanismes de socialisation, et au premier chef sur l'école. Mais

il est aussi à l'œuvre dans des circonstances, plus discrètes, qui voient les individus afficher leur identité. C'est notamment le cas des funérailles.

La Belgique avait hérité, de sa période française, un système dit de compartimentage, en vertu duquel le clergé garde la haute main sur les sections de cimetière qui lui sont confiées, et peut ainsi mettre à l'écart ceux qui n'ont pas droit à une sépulture ecclésiastique (libres-penseurs, suicidés, enfants morts sans baptême, etc.). Pour en finir avec ces « trous des chiens », comme les appelle la population, les gouvernements et les bourgmestres libéraux sécularisent les cimetières et suscitent ainsi une réaction indignée de l'épiscopat, pour qui cette politique conduit à la promiscuité entre les croyants et les « indignes » et multiplie les occasions de profanation.

Comme de coutume, le diable est dans les détails. Lorsque l'administration de la ville de Nivelles, en 1863, décide d'agrandir le cimetière, elle propose à l'archevêque de Malines de bénir la nouvelle parcelle, en précisant qu'un espace séparé sera réservé aux cultes dits dissidents. Mais pour l'archevêque, une garantie supplémentaire doit être offerte : les libres-penseurs et autres défunts que l'Église réprouve doivent également être enterrés à part, faute de quoi ils pourraient être inhumés dans une terre consacrée.

À Nivelles comme au niveau gouvernemental, le bras de fer dure près de trois décennies, et se solde par une victoire libérale. Le principe de la coexistence des tombes l'emporte, sans compartimentage par zones. Cela contraint l'Église, par décision du pape Léon XIII, à accepter la bénédiction séparée, fosse par fosse, là où la « profanation » du cimetière – c'est-à-dire la proximité des uns avec les autres – est de règle. C'est que les catholiques, revenus au pouvoir en 1884, au terme de la première guerre scolaire, comprennent qu'ils ne peuvent pas à la fois abroger la loi Van Humbeéck en matière scolaire et revenir sur le décompartimentage des cimetières organisé par l'ancien gouvernement libéral. La question est trop sensible, et témoigne qu'il n'existe pas de limite *a priori* à l'expression d'un clivage, qui peut faire flèche de tout bois parce qu'il se nourrit à la fois d'intérêts et de valeurs.

Conclusion

Nous l'avons dit, les quelques thèses esquissées ici ne l'ont pas été dans ces termes par Paul Wynants lui-même. En outre, bien d'autres auraient pu être avancées sur la base de ses travaux, tantôt déjà familières, tantôt plus originales : il suffit au lecteur de se plonger dans la bibliographie qui suit pour se donner toutes les chances d'élargir la réflexion. Cela n'aurait donc aucun sens, au moment de conclure, de vouloir présenter une sorte de doctrine de Paul Wynants sur les clivages, alors que lui-même s'est bien gardé de sacrifier à cet exercice.

Une conviction têtue, néanmoins, traverse tout son parcours : les clivages politiques ne sont pas des constructions artificielles inventées par les partis, mais des divisions réelles et profondes au sein de la société, alimentées par des positions objectives comme par des conflits de valeurs. Cette idée n'a rien de révolutionnaire, mais elle prend un relief particulier chaque fois que Paul Wynants, en historien, montre l'impact concret de ces divisions dans le champ tourmenté de la vie politique.

Annexe – Bibliographie de Paul Wynants sur les clivages

Cédric Istasse – que nous tenons à remercier – a rassemblé pour nous l'ensemble des publications de Paul Wynants ayant trait de près ou de loin à la notion de clivage. Nous en donnons ici la liste, qui montre à suffisance l'ampleur des contributions de notre auteur à cette problématique. Nous avons rangé ces textes par grands ensembles thématiques, et avons omis le nom de l'auteur par souci de brièveté.

« Lutte scolaire et pressions sociales (1879-1884) », *La Revue nouvelle*, volume 74, n° 12, 1981, p. 496-503.

« Racines historiques du débat sur le pluralisme scolaire », in G. FOUREZ (dir.), *Pluralismes et libertés d'enseignement*, Namur, Presses universitaires de Namur, 1987, p. 27-40.

« Fidélité à l'Église ou loyauté envers l'État ? Les édiles catholiques dans la lutte scolaire en Belgique (1879-1884) », in J. VERHOEVEN (dir.), *La loyauté. Mélanges offerts à Étienne Cerexhe*, Bruxelles, Larcier, 1997, p. 427-447.

(avec M. PARET), « École et clivages aux XIX^e et XX^e siècles », in D. GROOTAERS (dir.), *Histoire de l'enseignement en Belgique*, Bruxelles, CRISP, 1998, p. 13-85.

« Du refus du monopole étatique à l'oligopole des réseaux », *La Revue nouvelle*, volume 108, n° 10, 1998, p. 47-53.

« Du catholicisme d'État au pluralisme interne : histoire d'une dynamique sociale », numéro commun du Réseau Pavés (*Évangile sans frontières*, n° 21 ; *Hors les murs*, n° 84 ; *Réseau Résistances*, n° 23 ; *Sonalux*, n° 37), 2001, p. 6-10.

(avec J. TYSENS), « "Deux jeunesses, deux races". Question scolaire, démocratie et nationalité », in E. WITTE *et al.* (dir.), *Natie en democratie, 1890-1921 / Nation et démocratie, 1890-1921*, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten, 2007, p. 308-317.

« La question des cimetières à Nivelles (1866-1890) », *Revue d'histoire religieuse du Brabant wallon*, volume 23, n° 3, 2009, p. 127-154.

(avec V. DUJARDIN, H. BYLS, S. VAN RUYSKENSVELDE), « Des conflits structurants et perturbateurs. Les clivages idéologiques et les deux guerres mondiales », in J. DE MAEYER, P. WYNANTS (dir.), *L'enseignement catholique en Belgique. Des identités en évolution 19^e-21^e siècles*, Louvain / Bruxelles / Anvers, KADOC / SEGEC / Halewijn, 2016, p. 79-105.

(avec J. DENIS, H. VAN DER HAEGEN), « Genèse et organisation de la Belgique », in J. DENIS (dir.), *Géographie de la Belgique*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1992, p. 11-36.

(avec P. SAUVAGE), « Identité politique et mouvement wallon. Esquisse historique », in R. DESCHAMPS *et al.*, *La Wallonie. Réalités et perspectives*, Namur, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, 1993, p. 29-39.

« Origines, caractères et évaporation du fédéralisme en Belgique », in *Liber amicorum Jean-Pierre de Bandt*, Bruxelles, Academia Bruylant, 2004, p. 1007-1044.

« André Oleffe et le fédéralisme : du rejet à l'acceptation résignée (1961-1972) », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1954, 2007.

- « Quinze mois d'impasse communautaire », *La Revue nouvelle*, 63^e année, n° 10, 2008, p. 112-121.
- « 177 ans de débats linguistiques et communautaires en Belgique », *Cahiers de Sambre et Meuse (Le Guetteur wallon)*, 85^e année, n° 2, 2009, p. 46-57.
- « L'influence du clivage villes/campagnes sur le système des partis. Deux études de cas (1884-1888) », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 23 janvier 2018, www.crisp.be.
- « Les partis politiques », in M.-T. COENEN, S. GOVAERT, J. HEINEN (dir.), *L'état de la Belgique. 1989-2004, quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 109-203 et 337-341.
- « Le syndrome du "dji vou, dji n'pou". Essai de pathologie du PSC », *La Revue nouvelle*, volume 112, n° 10, 2000, p. 12-25.
- « Le "centre" : histoire et sens d'un positionnement politique pour le PSC », in P. DELWIT (dir.), *Le parti social chrétien : mutations et perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 47-64.
- « Du PSC au CDH. I. 1981-1999 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1889, 2005.
- « Du PSC au CDH. II. 1999-2004 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1895-1896, 2005.
- « CD&V : le bilan de l'ère Leterme », *La Revue nouvelle*, 64^e année, n° 3, 2009, p. 10-13.
- « CDH : quel chemin parcouru ? », *La Revue nouvelle*, 64^e année, n° 3, 2009, p. 13-15.
- « Nouveaux visages du CDH bruxellois », *La Revue nouvelle*, 65^e année, n° 2, 2010, p. 28-49.
- « L'évolution du CDH (2004-2011). I. Juin 2004 - décembre 2007 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2131-2132, 2012.
- « L'évolution du CDH (2004-2011). II. Décembre 2007 - décembre 2011 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2133-2134, 2012.
- « Le libéralisme francophone avant l'ère Reynders », *La Revue nouvelle*, volume 120, n° 10, 2005, p. 58-67.
- « Fragilités du libéralisme francophone », *La Revue nouvelle*, volume 120, n° 10, 2005, p. 68-75.
- « MR : le risque de l'isolement », *La Revue nouvelle*, 64^e année, n° 4, 2009, p. 10-12.
- « Le libéralisme francophone du PLP au MR. I. 1961-1999 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2092-2093, 2011.
- « Le libéralisme francophone du PLP au MR. II. 1999-2004 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2108-2109, 2011.
- « Le libéralisme francophone du PLP au MR. III. 2004-2011 », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2110-2111, 2011.

« L'évolution du Mouvement réformateur sous la présidence de Didier Reynders (10 octobre 2004 - 14 février 2011) », in Association des cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique (9^e congrès) et Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique (56^e congrès), *Congrès de Liège, 23-26 août 2012. Actes*, tome 1, Liège, Institut archéologique liégeois, 2012, p. 48-49.

« Présence et action du FDF dans les 19 communes bruxelloises », in V. DUJARDIN, V. DELCORPS (dir.), *FDF. 50 ans d'engagement politique*, Bruxelles, Racine, 2014, p. 219-255.

« L'implantation du FDF dans les communes bruxelloises. I. 1964-2000 », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 2248-2249, 2015.

« L'implantation du FDF dans les communes bruxelloises. II. 2002-2012 », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 2250-2251, 2015.

« 2010 : un printemps pour les petits partis ? », *La Revue nouvelle*, 65^e année, n° 11, 2010, p. 93-107 et n° 12, p. 74-89, et 66^e année, n° 1, 2011, p. 77-95 et n° 2, p. 78-83.

(avec J. DOHET, J. FANIEL, S. GOVAERT, C. ISTASSE, J.-P. NASSAUX), « Les partis sans représentation parlementaire fédérale », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 2206-2207, 2014.

« Les performances des "petits partis" lors des élections du 25 mai 2014 », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 10 septembre 2014, www.crisp.be.

(avec M. PARET), « Société civile et monde politique. Regards d'historien », *Revue politique, CEPES*, volume 19, n° 1, 1993, p. 7-54.

« Dix jours qui n'ont pas changé la Belgique », *La Revue nouvelle*, volume 86, n° 10, 1993, p. 97-100.

« Un événement sans précédent, une mobilisation sans lendemain ? », *La Revue nouvelle*, volume 105, n° 1, 1997, p. 38-43.

« Scrutin majoritaire : retour d'une vieille lune ? », *La Revue nouvelle*, volume 108, n° 12, 1998, p. 90-109.

Ce texte a été publié dans : Cédric ISTASSE, Bruno COLSON, Jérémy DODEIGNE, Martine PARET, Isabelle PARMENTIER, Axel TIXHON (dir.), *Questions d'histoire politique de Belgique. Liber amicorum Paul Wynants*, Bruxelles/Namur, CRISP/UNamur, 2022, pages 169-180.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER, « Cinq thèses sur les clivages », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 15 octobre 2022, www.crisp.be.